



ERRATUM

**Sous-commission paritaire de l'industrie textile
de l'arrondissement administratif de Verviers**

**CCT n° 162263/CO/120.01
du 08/10/2020**

Correction dans les deux langues :

- L'article 5, § 1^{er} doit être corrigé comme suit :
"Les (unités d'établissement des) employeurs qui,
sur la base de l'article 4 et de la procédure visée à
l'article 6, ne relèvent pas du champ d'application
du régime de pension complémentaire sectoriel so-
cial, devront, en cas de modification de la contri-
bution de pension comme visé à l'article 7 de la
convention collective de travail du 8 octobre 2020
introduisant le régime de pension complémentaire
sectoriel social ou dans la convention collective de
travail la modifiant ou la remplaçant, faire de la
même façon une nouvelle déclaration du régime de
pension complémentaire sectoriel social et trans-
mettre une nouvelle attestation actuarielle dans le
délai défini par convention collective de travail."

Décision du

16 -06- 2021

ERRATUM

**Paritair Subcomité voor de textielnijverheid
uit het administratief arrondissement Verviers**

**CAO nr. 162263/CO/120.01
van 08/10/2020**

Verbetering in beide talen :

- Artikel 5, § 1 moet als volgt verbeterd wor-
den : "De (vestigingseenheid van de) werkge-
ver die op basis van artikel 4 en de procedure
vermeld in artikel 6 buiten het toepassingsge-
bied valt van het sociaal sectoraal aanvullend
pensioenstelsel, zal bij elke wijziging van de
pensioenbijdrage zoals vermeld in artikel 7
van de collectieve arbeidsovereenkomst van
8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal
sectoraal aanvullend pensioenstelsel of in de
collectieve arbeidsovereenkomst die deze
heeft gewijzigd of vervangen van het sociaal
sectoraal aanvullend pensioenstelsel op de-
zelfde wijze een nieuwe verklaring en nieuw
actuarieel attest moeten overmaken, binnen de
bij collectieve arbeidsovereenkomst bepaalde
termijn."

Beslissing van

16 -06- 2021

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE L'ARRONDISSEMENT
ADMINISTRATIF DE VERVIERS**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 8 OCTOBRE 2020 FIXANT LES
CONDITIONS D'EXCLUSION DU CHAMP D'APPLICATION DU RÉGIME DE
PENSION COMPLÉMENTAIRE SECTORIEL SOCIAL**

Vu la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (ci-après dénommée « loi sur les pensions complémentaires » ou « LPC ») ;

Vu la loi du 5 mai 2014 portant modification de la pension de retraite et de la pension de survie et instaurant l'allocation de transition dans le régime de pension des travailleurs salariés et portant suppression progressive des différences de traitement qui reposent sur la distinction entre ouvriers et employés en matière de pensions complémentaires, qui a modifié la LPC (ci-après dénommée « loi du 5 mai 2014 ») ;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 2003 portant exécution de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (ci-après dénommé « AR LPC ») ;

Vu les conventions collectives de travail du 12 février 2020 de la Commission Paritaire de l'industrie textile (CP 120) et de la Commission Paritaire pour les employés de l'industrie textile (CP 214) instituant un Fonds de Sécurité d'Existence - Pension Complémentaire Sectorielle pour l'industrie textile (FSE-PCS Textile) intervenant comme organisateur multisectoriel des régimes de pension complémentaires sectoriels sociaux pour les ouvriers et les employés de l'industrie textile et fixant les statuts, enregistrées sous le numéro 157625/CO/120 et sous le numéro 157646/CO/214 ;

Vu la convention collective de travail du 8 octobre 2020 désignant le Fonds de Sécurité d'Existence - Pension Complémentaire Sectorielle pour pour l'Industrie Textile (FSE-PCS Textile) comme organisateur (multisectoriel) du régime de pension complémentaire sectorielle sociale pour les ouvriers de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers ;

Vu la convention collective de travail du 13 mai 2020 de la Commission Paritaire de l'industrie textile (CP 120) introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, enregistrée sous le numéro 159777/CO/120.

Vu la convention collective de travail du 13 mai 2020 de la Commission Paritaire de l'industrie textile (CP 120) fixant les conditions d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social, enregistrée sous le numéro 158706 /CO/214.

Vu la décision des partenaires sociaux, lors de la réunion de la Sous-Commission Paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) du 8 septembre 2020, de constituer un régime de pension complémentaire identique à celui de la Commission Paritaire de l'industrie textile (CP 120) et de la Commission Paritaire pour les employés de l'industrie textile (CP 214) et de recourir,

dans ce cadre, au même organisateur multisectoriel : le Fonds de Sécurité d'Existence - Pension Complémentaire Sectorielle pour l'Industrie Textile (FSE-PCS Textile).

La Confédération des Syndicats Chrétiens
La Centrale Générale FGTB d'une part,

ET

FEDUSTRIA, fédération de l'industrie du textile, du bois et de l'ameublement d'autre part,

ONT CONVENU CE QUI SUIT

CHAPITRE I. CHAMP D'APPLICATION

Article 1

§1 La présente convention collective de travail s'applique à tous les employeurs relevant de la compétence de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) et aux ouvriers qu'ils occupent.

§2 On entend par « ouvriers » les ouvriers et les ouvrières.

CHAPITRE II. OBJET

Article 2

La présente convention collective de travail a pour but, en exécution de l'article 8 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, de fixer les conditions et les modalités d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social.

CHAPITRE III. CONDITIONS ET MODALITÉS D'EXCLUSION DU RÉGIME DE PENSION COMPLÉMENTAIRE SECTORIEL SOCIAL

Article 3 Conditions d'exclusion

§1 Les (unités d'établissement des) employeurs qui relèvent du champ d'application de la présente convention collective de travail et qui démontrent, le 31 janvier 2021 au plus tard, qu'ils prévoient un ou plusieurs régimes de pension complémentaire au niveau de l'entreprise qui, au plus tard le 1^{er} janvier 2021 :

- est/sont d'application pour tous les ouvriers qu'ils occupent, à l'exclusion des étudiants et des apprentis ; et
- est/sont au moins équivalent(s) au régime de pension complémentaire sectoriel social tel que défini ci-après à l'article 4 de la présente convention collective de travail ;

sont exclus du champ d'application de cette CCT et du régime de pension complémentaire sectoriel social tant qu'ils continuent à remplir les conditions susmentionnées.

§2 Par ailleurs, les (unités d'établissement des) employeurs relevant pour la première fois de la compétence de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) le ou après le 1^{er} janvier 2021 (date d'introduction du régime de pension complémentaire sectoriel social) à l'occasion de leur constitution ou en conséquence d'une modification juridique telle qu'une fusion, une scission ou une reprise, sont exclus du champ d'application de la convention collective de travail introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social à condition qu'ils démontrent qu'ils prévoient un ou plusieurs régimes de pension complémentaire au niveau de l'entreprise qui :

- est/sont d'application pour tous les ouvriers qu'ils occupent, à l'exclusion des étudiants et des apprentis ; et
- est/sont au moins équivalent(s) au régime de pension complémentaire sectoriel social tel que défini ci-après à l'article 4 de la présente convention collective de travail.

§3 Les (unités d'établissement des) employeurs qui souhaitent recourir à cette possibilité d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social doivent suivre la procédure définie à cet effet à l'article 6 de la présente convention collective de travail.

Article 4 Équivalence du régime de pension complémentaire au niveau de l'entreprise au régime de pension complémentaire sectoriel social

§1 Pour les régimes de pension d'entreprise en partie financés par des contributions personnelles, l'équivalence est exclusivement mesurée sur la base : (i) des contributions patronales dans les régimes de pension d'entreprise visés à l'article 4, §2 et §3 ; et (ii) de la pension complémentaire constituée par les contributions patronales dans les régimes de pension d'entreprise visés à l'article 4 §3.

§2 L'équivalence au régime de pension complémentaire sectoriel social est mesurée, pour les **régimes de pension d'entreprise de type contributions définies**, sur la base de la contribution patronale la plus basse par travailleur telle que définie dans le(s) règlement(s) de pension des régimes de pension d'entreprise. Ce test d'équivalence doit être effectué sur la base des contributions patronales nettes après déduction des frais de gestion et hors cotisation ONSS spéciale de 8,86 %. Pour que les régimes de pension d'entreprise puissent être considérés comme équivalents, la contribution patronale la plus basse par travailleur doit être au moins égale à la contribution de pension dans le régime de pension complémentaire sectoriel social telle que définie ci-après. Pour ce test d'équivalence, cette contribution patronale nette est calculée sur l'assiette de la pension utilisée dans le régime de pension complémentaire sectoriel social, à savoir 100 % du salaire brut soumis aux cotisations ONSS ordinaires (code de rémunération DmfA 1).

Pour les (unités d'établissement des) employeurs qui sont visés par l'article 3, §1 de la présente convention collective de travail et qui font appel à l'exclusion du régime de pension complémentaire sectoriel au plus tard le 31 janvier 2021, la contribution patronale nette précitée dans le régime de pension d'entreprise (ou les régimes de pension d'entreprise s'il y en a plusieurs) doit au moins être égale à la contribution de pension mentionnée à l'article 7 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, à savoir 1 % du salaire brut soumis aux cotisations ONSS ordinaires (code de rémunération DmfA 1) .

Pour les (unités d'établissement des) employeurs qui sont visés par l'article 3 §2 de la présente convention collective de travail et qui font appel à l'exclusion du régime de pension complémentaire sectoriel après le 1^{er} janvier 2021, la contribution patronale nette précitée dans le régime de pension d'entreprise (ou les régimes de pension d'entreprise s'il y en a plusieurs) doit au moins être égale à la contribution de pension mentionnée à l'article 7 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social ou dans la convention collective de travail qui l'a modifiée ou remplacée, telle que d'application au moment de l'exclusion.

§3 Pour les **régimes de pension d'entreprise de type prestations définies**, le test d'équivalence a lieu sur la base du capital de pension complémentaire constitué à l'âge de 65 ans sur la base de la contribution patronale.

Ledit capital de pension complémentaire constitué à l'âge de 65 ans sur la base de la contribution patronale dans le(s) régime(s) de pension d'entreprise, pour lequel il est fait appel à l'exclusion du champ d'application, doit être calculé sans augmentations salariales futures (en ce compris les indexations) et sur la base des plafonds éventuellement prévus dans le règlement de pension et d'autres paramètres pertinents tels qu'en vigueur au moment où il est fait appel à l'exclusion. Pour la réalisation du test d'équivalence, les paramètres choisis sont ceux qui conduisent au capital de pension le plus bas. Ainsi, on tiendra compte de l'assiette de pension la plus basse de la population affiliée au régime de pension d'entreprise. Le test d'équivalence est réalisé sur la base du capital de pension complémentaire à l'âge de 65 ans et ne doit donc pas être réalisé à tout moment avant l'âge de 65 ans.

Si la pension complémentaire dans le cadre du régime de pension d'entreprise est exprimée comme une rente, la conversion de la rente en capital doit avoir lieu conformément aux règles et au coefficient de conversion repris dans le régime de pension d'entreprise.

Le capital de pension complémentaire qui est constitué dans le régime de pension d'entreprise par les contributions patronales est calculé pour un travailleur qui entre en service à 25 ans et doit être au moins égal à 1.038 fois le salaire horaire. Si le régime de pension d'entreprise s'exprime en capital forfaitaire, sans aucun lien avec le salaire horaire, ce capital doit alors être au moins égal à 15.565,00 EUR.

La part patronale dans les régimes de pension d'entreprise de type prestations définies qui prévoient également des contributions des travailleurs est calculée en déduisant du capital de pension complémentaire total le capital composé des contributions des travailleurs. Dans ce cas, le rendement pris en compte est égal au taux d'intérêt utilisé pour le calcul de la garantie de rendement minimum légal tel que défini à l'article 24 de la Loi sur les pensions complémentaires.

§4 Dans le cadre de ce test d'équivalence, les **régimes de pension d'entreprise de type cash balance**, à savoir les régimes de pension au sens de l'article 21 de la Loi sur les pensions complémentaires, sont assimilés aux régimes de pension d'entreprise de type prestations définies et les règles visées à l'article 4, §2 de la présente convention collective de travail doivent être respectées.

§5 Pour les régimes de pension cafétéria tels que visés à l'article 4-2 AR LPC, qui laissent à l'affilié la liberté de répartir le budget disponible pour le financement de différentes prestations, il faut, pour le test d'équivalence, partir de l'option standard pour un affilié isolé et de la couverture décès et/ou invalidité standard.

§6 Dans le cas où l'équivalence ne peut pas être établie sur la base des dispositions ci-dessus, l'équivalence peut être démontrée par la fonction actuarielle de l'organisme de pension qui l'atteste. La fonction actuarielle concernée tient compte des principes de calcul actuariels comme stipulé ci-dessus.

Dans ce cas, la fonction actuarielle en fera mention sur l'attestation actuarielle (selon le modèle joint à l'annexe 2) et expliquera le mode de calcul utilisé dans l'annexe.

§7 Les (unités d'établissement des) employeurs concerné(e)s fourniront, sur simple demande de l'organisateur, le FSE - PCS Textile, tous les renseignements supplémentaires qui permettront à l'organisateur de contrôler l'exhaustivité et l'exactitude des données attestées.

Article 5

§1 Les (unités d'établissement des) employeurs qui, sur la base de l'article 4 et de la procédure visée à l'article 6, ne relèvent pas du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social, devront, en cas de modification de la contribution de pension comme visé à l'article 7 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social ou dans la convention collective de travail la modifiant ou la remplaçant, faire de la même façon une nouvelle déclaration du régime de pension complémentaire sectoriel social et transmettre une nouvelle attestation actuarielle dans le délai défini par convention collective de travail.

§2 Les (unités d'établissement des) employeurs qui, sur la base de l'article 4 et de la procédure visée à l'article 6, ne relèvent pas du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social, relèveront toutefois du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social dès le début du trimestre au cours duquel le régime de pension d'entreprise n'est plus au moins équivalent au régime de pension complémentaire sectoriel social tel que défini à l'article 4.

§3 Les (unités d'établissement des) employeurs qui, sur la base de l'article 4 et de la procédure visée à l'article 6, ne relèvent pas du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social, peuvent décider à tout moment, par la suite, de tout de même adhérer au régime sectoriel social pour l'avenir. À cette fin, ils doivent communiquer leur souhait de participer au régime de pension complémentaire sectoriel social par écrit au FSE - PCS Textile. Le FSE - PCS Textile confirmera cette demande par écrit à (l'unité d'établissement de) l'employeur demandeur. La participation au régime de pension complémentaire sectoriel social commencera le premier trimestre qui suit la confirmation du FSE - PCS Textile à (l'unité d'établissement de) l'employeur concerné.

CHAPITRE IV. PROCÉDURE

Article 6

§1 L'(unité d'établissement de l') employeur qui, conformément à l'article 3 §1 de la présente convention collective de travail, veut être exclu du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social, doit, **envoyer**, le 31 janvier 2021 au plus tard, **par recommandé, la déclaration de (l'unité d'établissement de) l'employeur et l'attestation actuarielle - conformément au modèle joint à l'annexe 1 et 2 - à l'organisateur, FSE - PCS Textile (Poortakkerstraat 100, 9051 Gand (Sint-Denijs-Westrem))**. La date figurant sur le cachet de la poste fait foi.

§2 L'(unité d'établissement de l') employeur qui, conformément à l'article 3 §2 de la présente convention collective de travail, veut être exclu du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social, doit envoyer, le plus rapidement possible après la constitution ou la modification juridique, par recommandé, la déclaration de (l'unité d'établissement de) l'employeur et l'attestation actuarielle - selon le modèle joint à l'annexe 1 et 2 - à l'organisateur, FSE - PCS Textile (Poortakkerstraat 100, 9051 Gand (Sint-Denijs-Westrem)). En outre, (l'unité d'établissement de) l'employeur concerné

doit, dans ce courrier recommandé, expliquer et démontrer qu'il remplit les conditions reprises à l'article 3 §2 de la présente convention collective de travail (détails relatifs à la constitution ou à la modification juridique concernée). A cet effet, (l'unité d'établissement de) l'employeur doit joindre les justificatifs nécessaires (par exemple, une copie de la publication de la constitution ou de la modification juridique dans les annexes au Moniteur belge). En vue d'une exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social directement après la constitution ou la modification juridique, le FSE - PCS Textile doit recevoir les documents précités (courrier recommandé reprenant la déclaration de (l'unité d'établissement de) l'employeur, l'attestation actuarielle et les justificatifs) 6 mois au plus tard après la constitution ou la modification juridique. La date figurant sur le cachet de la poste fait foi.

§3 La déclaration de (l'unité d'établissement de) l'employeur et l'attestation actuarielle telles que mentionnées à l'article 6 §1 et §2 de la présente convention collective de travail ne seront valables que si elles sont établies selon les modèles repris aux annexes 1 et 2 de la présente convention collective de travail. Les documents doivent également être dûment complétés, datés et signés par (l'unité d'établissement de) l'employeur et/ou respectivement la fonction actuarielle du ou des organisme(s) de pension qui exécute(nt) les régimes de pension d'entreprise et être envoyés en temps voulu.

§4 L'(unité d'établissement de l')employeur est responsable des conséquences découlant de la transmission de données imprécises, incomplètes, erronées ou tardives au FSE-PCS Textile.

CHAPITRE V. DURÉE DE LA CONVENTION

Article 7

§1 La présente convention entre en vigueur le 8 octobre 2020 pour une durée indéterminée.

§2 La présente convention collective de travail peut être résiliée par chacune des parties signataires, moyennant la prise en compte d'un délai de préavis de douze mois, par courrier recommandé adressé au président de la Sous-Commission paritaire et à chacune des autres parties signataires.

§3 Puisque la présente convention collective de travail est liée à la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social ou à la convention collective de travail la modifiant ou la remplaçant, la dénonciation de la présente convention collective de travail doit être précédée de la décision de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) d'abroger le régime de pension complémentaire sectoriel social. Cette décision sera uniquement valable si elle est prise par 80 % des voix des membres effectifs ou suppléants nommés dans la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) représentant les employeurs et 80 % des voix des membres effectifs ou suppléants nommés dans la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) représentant les travailleurs.

CHAPITRE VI. FORCE OBLIGATOIRE

Article 8

Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail soit rendue obligatoire par arrêté royal.

Fait à Verviers, le 8 octobre 2020

ANNEXE 1

A la convention collective de travail du 8 octobre 2020 fixant les conditions d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social

Déclaration de (l'unité d'établissement de) l'employeur - exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social - Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01)

L'(unité d'établissement de l')employeur,

Nom :

Siège social :

Numéro d'entreprise (numéro BCE) :

Numéro d'unité d'établissement (si applicable)

Représenté par,

Nom :

Fonction :

- Déclare ne pas vouloir relever du champ d'application de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, ainsi que des conventions collectives de travail éventuelles ultérieures la modifiant ;
- Déclare sur l'honneur qu'en date du .../.../....., tous les ouvriers, à l'exclusion des étudiants et des apprentis, qui relèvent de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) sont assujettis à un ou plusieurs engagement(s) de pension conformément aux exigences définies à l'article 4 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 fixant les conditions d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social ;
- S'engage à fournir, sur simple demande de l'organisateur du régime de pension complémentaire sectoriel social, le Fonds de Sécurité d'Existence - Pension Complémentaire Sectorielle Textile, toutes les informations que ce dernier estime nécessaires pour contrôler l'exhaustivité et l'exactitude de cette déclaration et des données attestées ;
- S'engage à communiquer sur-le-champ au Fonds de Sécurité d'Existence - Pension Complémentaire Sectorielle Textile, toute modification apportée au(x) régime(s) d'entreprise par laquelle ce(s) régime(s) ne serai(en)t plus au moins équivalent(s) au régime de pension complémentaire sectoriel social, conformément à l'article 4 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 fixant les conditions d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social.

Si (l'unité d'établissement de) l'employeur prévoit plusieurs plans de pension, énumérez ci-dessous tous les plans de pension en précisant la catégorie d'ouvriers concernée par chacun de ces plans de pension

Plan de pension (nom de l'organisme de pension + numéro de police si l'organisme de pension est une entreprise d'assurance)	Description de la catégorie d'ouvriers
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Fait à Le

Signature :

À renvoyer par recommandé, avec l'attestation actuarielle, au Fonds de Sécurité d'Existence - Pension Complémentaire Sectorielle Textile Poortakkerstraat 100, 9051 Gand (Sint-Denijs-Westrem)

La date figurant sur le cachet de la poste fait foi.

ANNEXE 2

A la convention collective de travail du 8 octobre 2020 fixant les conditions d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social

Attestation actuarielle - exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social - Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01)

Je soussigné,

Nom :

en qualité d'actuaire (au sens de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance ou de la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle prudentiel des institutions de retraite professionnelle)

Nom de l'organisme de pension :

Siège social :

Numéro FSMA :

Atteste par la présente que (l'unité d'établissement de) l'employeur ci-après :

Nom :

Siège social :

Numéro d'entreprise (numéro BCE) :

Numéro d'unité d'établissement (si applicable) :

1. A confié la gestion et l'exécution d'un ou de plusieurs régimes de pension complémentaire à l'organisme de pension précité ;
2. Que ce(s) régime(s) de pension complémentaire est/sont organisé(s) pour les ouvriers ressortissant à la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01), qui sont définis comme suit dans le plan de pension :
.....
(description des catégories d'ouvriers)
3. Que ce régime de pension remplit les conditions d'équivalence fixées à l'article 4 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 fixant les conditions d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social.

Remarque : si la fonction actuarielle doit s'en remettre, pour le test d'équivalence, à l'article 4 §6 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 fixant les conditions d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social, elle doit en faire mention ici dans une annexe à la présente attestation et y expliquer le mode de calcul utilisé.

Fait à Le

Signature :

**À renvoyer par recommandé, avec la déclaration de (l'unité d'établissement de) l'employeur, au
Fonds de Sécurité d'Existence - Pension Complémentaire Sectorielle Textile Poortakkerstraat
100, 9051 Gand (Sint-Denijs-Westrem)**

La date figurant sur le cachet de la poste fait foi.

**PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID UIT HET ADMINISTRATIEF
ARRONDISSEMENT VERVIERS (PSC 120.01)**

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 8 OKTOBER 2020
BETREFFENDE DE VASTSTELLING VAN DE VOORWAARDEN VOOR DE
UITSLUITING UIT HET TOEPASSINGSGBIED VAN HET SOCIAAL SECTORAAL
AANVULLEND PENSIOENSTELSEL**

Gelet op de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid (hierna "de Wet Aanvullende Pensioenen" of "WAP");

Gelet op de wet van 5 mei 2014 tot wijziging van het rustpensioen en het overlevingspensioen en tot invoering van de overgangsuitkering in de pensioenregeling voor werknemers en houdende geleidelijke opheffing van de verschillen in behandeling die berusten op het onderscheid tussen werklieden en bedienden inzake aanvullende pensioenen, die de WAP heeft gewijzigd (hierna "de wet van 5 mei 2014");

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 2003 tot uitvoering van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid (hierna "KB WAP");

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomsten van 12 februari 2020 van het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) en het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214) tot oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen (FBZ - SAP Textiel) dat optreedt als multi-sectorale inrichter van de sociale sectorale aanvullende pensioenstelsels voor de arbeiders en de bedienden uit de textielnijverheid en tot vaststelling van de statuten, met registratienummer 157625/CO/120 en met registratienummer 157646/CO/214 ;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot aanduiding van het Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen voor de Textielnijverheid (FBZ - SAP Textiel) als (multi-sectorale) inrichter van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de arbeiders van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 mei 2020 van het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, met registratienummer 159777/CO/120.

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 mei 2020 van het Paritair Comité voor de de textielnijverheid (PC 120) betreffende de vaststelling van de voorwaarden voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel met registratienummer 158706/CO/214.

Gelet op de beslissing van de sociale partners tijdens de vergadering van het Paritair Subcomité van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) van 8 september 2020

tot het invoeren van een aanvullend pensioenstelsel dat identiek is aan hetgeen werd ingericht voor het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) en het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214), en om in dit verband gebruik te maken van dezelfde multi-sectorale inrichter: het Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen voor de Textielnijverheid (FBZ - SAP Textiel).

WORDT TUSSEN

Algemeen Christelijk Vakverbond;
Algemene Centrale ABVV;

enerzijds,

EN

FEDUSTRIA, federatie van textiel- hout en meubelindustrie

anderzijds,

HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN

HOOFDSTUK I. TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

§1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle werkgevers die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) en op de arbeiders die ze tewerkstellen.

§2 Met "arbeiders" worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders bedoeld.

HOOFDSTUK II. VOORWERP

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft als doel om, in uitvoering van artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, de voorwaarden en de modaliteiten te bepalen voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

HOOFDSTUK III. VOORWAARDEN EN MODALITEITEN VOOR DE UITSLUITING VAN HET SOCIAAL SECTORAAL AANVULLEND PENSIOENSTELSEL

Artikel 3 Voorwaarden tot uitsluiting

§1 De (vestigingseenheden van de) werkgevers die onder het toepassingsgebied vallen van deze collectieve arbeidsovereenkomst en die ten laatste op 31 januari 2021 aantonen dat zij voorzien in een of meerdere aanvullende pensioenstelsels op ondernemingsniveau dat / die uiterlijk op 1 januari 2021:

- van toepassing is / zijn op alle arbeiders die zij tewerkstellen, met uitsluiting van studenten en leerlingen; en

- minstens gelijkwaardig is / zijn aan het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel zoals hierna bepaald in artikel 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst;

worden uitgesloten uit het toepassingsgebied van deze cao en van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor zolang zij verder voldoen aan de bovenvermelde voorwaarden.

§2 Daarnaast worden ook de (vestigingseenheden van de) werkgevers die op of na 1 januari 2021 (d.i. de datum van de invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel) voor het eerst onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) naar aanleiding van hun oprichting of ten gevolge van een juridische wijziging zoals o.a. een fusie, een splitsing of een overname, uitgesloten uit het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, op voorwaarde dat zij aantonen dat zij voorzien in een of meerdere aanvullende pensioenstelsels op ondernemingsniveau dat / die:

- van toepassing is / zijn op alle arbeiders die zij tewerkstellen, met uitsluiting van studenten en leerlingen; en
- minstens gelijkwaardig is / zijn aan het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel zoals hierna bepaald in artikel 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§3 De (vestigingseenheden van de) werkgevers die wensen gebruik te maken van deze mogelijkheid tot uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, dienen hiervoor de procedure te volgen zoals bepaald in artikel 6 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 4 Gelijkwaardigheid van het aanvullend pensioenstelsel op ondernemingsniveau met het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel

§1 Voor ondernemingspensioenstelsels die deels gefinancierd worden met persoonlijke bijdragen, wordt de gelijkwaardigheid uitsluitend gemeten op basis van: (i) de werkgeversbijdragen in de ondernemingspensioenstelsels bedoeld in artikel 4 §2 en §3; en (ii) het door de werkgeversbijdragen opgebouwde aanvullend pensioen in de ondernemingspensioenstelsels bedoeld in artikel 4 §3.

§2 De gelijkwaardigheid aan het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, wordt voor **ondernemingspensioenstelsels van het type vaste bijdragen** gemeten op basis van de laagste werkgeversbijdrage per werknemer zoals die in het pensioenreglement / de pensioenreglementen van de ondernemingspensioenstelsels is bepaald. Deze gelijkwaardigheidstoets dient te gebeuren op basis van de netto werkgeversbijdragen na aftrek van de beheerskosten en exclusief de bijzondere RSZ-bijdrage van 8,86%. Opdat de ondernemingspensioenstelsels als gelijkwaardig kunnen worden beschouwd, moet de laagste werkgeversbijdrage per werknemer minstens gelijk zijn aan de pensioenbijdrage in het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, zoals hierna bepaald. Voor deze gelijkwaardigheidstoets wordt deze netto werkgeversbijdrage berekend op de pensioengrondslag gebruikt in het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, met name 100% van het brutoloon dat onderworpen is aan de gewone RSZ-bijdragen (DmfA bezoldigingscode 1).

Voor de (vestigingseenheden van de) werkgevers die vallen onder artikel 3 §1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst en uiterlijk op 31 januari 2021 een beroep doen op de uitsluiting uit het sectoraal aanvullend pensioenstelsel, dient de hiervoor vermelde netto werkgeversbijdrage in het ondernemingspensioenstelsel (of de ondernemingspensioenstelsels indien het er meerdere zijn) minstens gelijk te zijn aan de pensioenbijdrage zoals vermeld in artikel 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend

pensioenstelsel, nl. 1% van het brutoloon dat onderworpen is aan de gewone RSZ-bijdragen (DmfA bezoldigingscode 1).

Voor de (vestigingseenheden van de) werkgevers die vallen onder artikel 3 §2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst en die na 1 januari 2021 een beroep doen op de uitsluiting uit het sectoraal aanvullend pensioenstelsel, dient de hiervoor vermelde netto werkgeversbijdrage in het ondernemingspensioenstelsel (of de ondernemingspensioenstelsels indien het er meerdere zijn) minstens gelijk te zijn aan de pensioenbijdrage zoals vermeld in artikel 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel of in de collectieve arbeidsovereenkomst die deze heeft gewijzigd of vervangen, zoals van toepassing op het moment van de uitsluiting.

§3 Voor **ondernemingspensioenstelsels van het type vaste prestaties**, gebeurt de gelijkwaardigheidstoets op basis van het aanvullend pensioenkapitaal dat op de leeftijd van 65 jaar wordt opgebouwd op basis van de werkgeversbijdrage.

Het hiervoor vermelde aanvullend pensioenkapitaal op de leeftijd van 65 jaar opgebouwd op basis van de werkgeversbijdrage in het (de) ondernemingspensioenstelsel(s), waarvoor beroep wordt gedaan op de uitsluiting uit het toepassingsgebied, moet worden berekend zonder toekomstige loonstijgingen (inclusief indexeringen) en op basis van de eventueel in het pensioenreglement voorziene plafonds en andere relevante parameters zoals van kracht op het moment waarop een beroep wordt gedaan op de uitsluiting. Er wordt, voor de uitvoering van de gelijkwaardigheidstoets, gekozen voor die parameters die resulteren in het laagste pensioenkapitaal. In het bijzonder zal de laagste pensioengrondslag van de, aan het ondernemingspensioenstelsel, aangesloten populatie genomen worden. De gelijkwaardigheidstoets gebeurt op basis van het aanvullend pensioenkapitaal op de leeftijd van 65 jaar en hoeft dus niet op elk moment voorafgaand aan de leeftijd van 65 jaar te worden gerealiseerd.

Indien het aanvullend pensioen binnen het ondernemingspensioenstelsel wordt uitgedrukt in een rente, dient de omzetting van de rente naar een kapitaal te gebeuren conform de regels en de omzettingcoëfficiënt opgenomen in het ondernemingspensioenstelsel.

Het aanvullend pensioenkapitaal dat opgebouwd wordt in het ondernemingspensioenstelsel door de werkgeversbijdragen wordt berekend voor een werknemer die in dienst treedt op 25 jaar en moet minstens gelijk zijn aan 1.038 maal het uurloon. Indien het ondernemingspensioenstelsel uitgedrukt wordt als een forfaitair kapitaal, zonder enig verband met het uurloon, dan moet dit kapitaal minimaal gelijk zijn aan 15.565,00 EUR.

Het werkgeversgedeelte in de ondernemingspensioenstelsels van het type vaste prestaties die ook voorzien in werknemersbijdragen, wordt berekend door van het totale aanvullend pensioenkapitaal het kapitaal samengesteld door de werknemersbijdragen af te trekken. In dit geval wordt een rendement in aanmerking genomen dat gelijk is aan de intrestvoet gebruikt voor de berekening van de wettelijke minimumrendementsgarantie zoals bepaald in artikel 24 van de Wet Aanvullende Pensioenen.

§4 In het kader van deze gelijkwaardigheidstoets worden **ondernemingspensioenstelsels van het type cash balance**, zijnde de pensioenstelsels in de zin van artikel 21 van de Wet Aanvullende Pensioenen, gelijkgesteld met ondernemingspensioenstelsels van het type vaste bijdragen en dienen de regels zoals vermeld in artikel 4 § 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst te worden gevolgd.

§5 Voor cafetaria pensioenstelsels, zoals bedoeld in artikel 4-2 KB WAP, waarbij aan de aangeslotene de vrijheid wordt gegeven om het beschikbaar budget te verdelen over de financiering van verschillende

prestaties, dient voor de gelijkwaardigheidstoets te worden uitgegaan van de standaardoptie voor een alleenstaande aangeslotene en van de standaard overlijdens- en/of invaliditeitsdekking.

§6 In de gevallen waarin de gelijkwaardigheid niet kan worden vastgesteld op basis van de bepalingen hierboven, kan de gelijkwaardigheid op een alternatieve wijze worden aangetoond door de actuariële functie van de pensioeninstelling die dit attesteert. De betrokken actuariële functie houdt rekening met de actuariële berekeningsprincipes zoals hierboven bepaald. In dat geval zal de actuariële functie hier melding van maken op het actuariële attest (volgens het als bijlage 2 bijgevoegde model) en als bijlage de gebruikte berekeningswijze toelichten.

§7 De betrokken (vestigingseenheid van de) werkgever zal op eenvoudig verzoek van de inrichter, FBZ - SAP Textiel, alle bijkomende gegevens overmaken die de inrichter toelaten de volledigheid en de juistheid van de geattesteerde gegevens te controleren.

Artikel 5

§1 De (vestigingseenheid van de) werkgever die op basis van artikel 4 en de procedure vermeld in artikel 6 buiten het toepassingsgebied valt van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, zal bij elke wijziging van de pensioenbijdrage zoals vermeld in artikel 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel of in de collectieve arbeidsovereenkomst die deze heeft gewijzigd of vervangen van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel op dezelfde wijze een nieuwe verklaring en nieuw actuariële attest moeten overmaken, binnen de bij collectieve arbeidsovereenkomst bepaalde termijn.

§2 De (vestigingseenheid van de) werkgever die op basis van artikel 4 en de procedure vermeld in artikel 6 buiten het toepassingsgebied valt van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, zal evenwel onder het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel vallen vanaf het begin van het kwartaal tijdens hetwelk het ondernemingspensioenstelsel niet meer minstens gelijkwaardig is aan het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel zoals bepaald in artikel 4.

§3 De (vestigingseenheden van de) werkgevers die op basis van artikel 4 en de procedure vermeld in artikel 6 buiten het toepassingsgebied vallen van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, kunnen nadien op eender welk moment beslissen om voor de toekomst toch deel te nemen aan het sociaal sectoraal stelsel. Zij dienen hiertoe hun wens tot deelname aan het sociaal sectoraal stelsel schriftelijk te melden aan het FBZ - SAP Textiel. Het FBZ - SAP Textiel zal deze aanvraag schriftelijk bevestigen aan de aanvragende (vestigingseenheid van de) werkgever. De deelname aan het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel zal ingaan vanaf het eerstvolgend kwartaal na de bevestiging van het FBZ - SAP Textiel aan de betrokken (vestigingseenheid van de) werkgever.

HOOFDSTUK IV. PROCEDURE

Artikel 6

§1 De (vestigingseenheid van de) werkgever die overeenkomstig artikel 3 §1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst gebruik wil maken van de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, dient ten laatste op 31 januari 2021 **per aangetekend schrijven de verklaring van de (vestigingseenheid van de) werkgever en het actuariële attest - volgens het als bijlage 1 en 2 bijgevoegde model - op te sturen naar de inrichter, FBZ - SAP Textiel**

(Poortakkerstraat 100, 9051 Gent (Sint-Denijs-Westrem)). De datum op de poststempel geldt als bewijs.

§2 De (vestigingseenheid van de) werkgever die overeenkomstig artikel 3 §2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst gebruik wil maken van de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, dient zo snel mogelijk na de oprichting of de juridische wijziging per aangetekend schrijven de verklaring van de (vestigingseenheid van de) werkgever en het actuariële attest - volgens het als bijlage 1 en 2 bijgevoegde model - op te sturen naar de inrichter, FBZ - SAP Textiel (Poortakkerstraat 100, 9051 Gent (Sint-Denijs-Westrem)). Daarenboven dient de betrokken (vestigingseenheid van de) werkgever in dit aangetekend schrijven ook toe te lichten en aan te tonen dat zij aan de vermelde voorwaarden voldoet die zijn opgenomen in artikel 3 §2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst (nl. details omtrent de oprichting of de betrokken juridische wijziging). De (vestigingseenheid van de) werkgever dient in dit verband ook de nodige stavingstukken toe te voegen (zoals o.a. een kopie van de publicatie van de oprichting of de juridische wijziging in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad). Teneinde onmiddellijk na de oprichting of de juridische wijziging uitgesloten te kunnen worden van het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel dient het FBZ - SAP Textiel de bovenvermelde documenten (aangetekend schrijven met de verklaring van de (vestigingseenheid van de) werkgever, het actuariële attest en de stavingstukken) uiterlijk 6 maanden na de oprichting of de juridische wijziging te hebben ontvangen. De datum op de poststempel geldt als bewijs.

§3 De verklaring van de (vestigingseenheid van de) werkgever en het actuariële attest zoals vermeld in artikel 6 §1 en §2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst zullen slechts geldig zijn indien deze zijn opgesteld volgens de modellen, zoals opgenomen in bijlagen 1 en 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst. Tevens moeten de documenten correct en volledig ingevuld, gedateerd en ondertekend zijn door de (vestigingseenheid van de) werkgever respectievelijk de actuariële functie van de pensioeninstelling(en) die de ondernemingspensioenstelsels uitvoert/uitvoeren en tijdig worden ingediend.

§4 De (vestigingseenheid van de) werkgever is verantwoordelijk voor de gevolgen die voortvloeien uit het doorgeven van onnauwkeurige, onvolledige, onjuiste of laattijdige gegevens aan het FBZ - SAP Textiel.

HOOFDSTUK V. DUUR VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 7

§1 Deze overeenkomst treedt in werking op 8 oktober 2020 en is van onbepaalde duur.

§2 Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan opgezegd worden door elk van de ondertekenende partijen mits inachtneming van een opzeggingstermijn van twaalf maanden per aangetekend schrijven aan de voorzitter van het Paritair Subcomité en aan elk van de andere ondertekenende partijen.

§3 Aangezien deze collectieve arbeidsovereenkomst verbonden is aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel of de collectieve arbeidsovereenkomst die deze wijzigt of vervangt, dient ook de opzegging van deze collectieve arbeidsovereenkomst worden voorafgegaan door de beslissing van het Paritair Subcomité van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) tot opheffing van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel. Deze beslissing zal enkel geldig zijn wanneer zij 80% van de stemmen van de in het Paritair Subcomité van de textielnijverheid uit het

administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) benoemde, gewone of plaatsvervangende leden die de werkgevers vertegenwoordigen en 80% van de stemmen van de in het Paritair Subcomité van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) benoemde, gewone of plaatsvervangende leden die de werknemers vertegenwoordigen heeft behaald.

HOOFDSTUK VI. ALGEMEEN VERBINDEND VERKLARING

Artikel 8

De ondertekenende partijen vragen dat deze collectieve arbeidsovereenkomst algemeen verbindend zou verklaard worden per koninklijk besluit.

Gedaan te Verviers op 8 oktober 2020

BIJLAGE 1

Aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 betreffende de vaststelling van de voorwaarden voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel

Verklaring (vestigingseenheid van de) werkgever - buiten toepassingsgebied sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel Paritair Subcomité textielnijverheid uit administratief arrondissement Verviers (PC 120.01)

De (vestigingseenheid van de) werkgever,

Naam:

Maatschappelijke zetel:

Ondernemingsnummer (KBO-nummer):

Nummer vestigingseenheid (indien van toepassing)

Vertegenwoordigd door,

Naam:

Hoedanigheid:

- Verklaart buiten toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot inrichting van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, alsook de eventuele latere collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging hiervan, te willen vallen;
- Verklaart op eer dat op datum van .../.../..... alle arbeiders, met uitzondering van studenten en leerlingen, die vallen onder het Paritair Subcomité van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) onderworpen zijn aan één of meerdere pensioentoezegging(en) overeenkomstig de vereisten zoals vermeld in artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 betreffende de vaststelling van de voorwaarden voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel;
- Gaat akkoord om op eenvoudig verzoek van de inrichter van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, het Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen voor de Textielnijverheid, alle gegevens over te maken die deze nodig acht om de volledigheid en de juistheid van deze verklaring en van de geattesteerde gegevens te controleren;
- Verbindt er zich toe om elke wijziging aan het ondernemingstelsel (de ondernemingsstelsels) waardoor dit (deze) niet meer minstens gelijkwaardig is (zijn) aan het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, overeenkomstig artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 betreffende de vaststelling van de voorwaarden voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel onmiddellijk mee te delen aan het Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen voor de Textielnijverheid.

Indien de (vestigingseenheid van de) werkgever meerdere pensioenplannen voorziet, dan volgt hierna een opsomming van alle pensioenplannen met vermelding van de categorie arbeiders dewelke in elk van deze pensioenplannen zijn opgenomen

Pensioenplan (naam pensioeninstelling + polisnummer ingeval de pensioeninstelling een verzekeringsonderneming is)	Omschrijving categorie arbeiders
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Gedaan te Op

Handtekening:

**Terug te sturen per aangetekend schrijven, samen met het actuariel attest, aan het Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen voor de Textielnijverheid
Poortakkerstraat 100, 9051 Gent (Sint-Denijs-Westrem)**

De datum van de poststempel geldt als bewijs

BIJLAGE 2

Aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 betreffende de vaststelling van de voorwaarden voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel

Actuarieel attest - buiten toepassingsgebied - sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel Paritair Subcomité textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PC 120.01)

Ik, ondergetekende,

Naam:

zijnde de actuariële functie, (in de zin van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op verzekerings- of herverzekeringsondernemingen of van de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening)

Naam pensioeninstelling:

Maatschappelijke zetel:

FSMA nummer:

Attesteer hierbij dat de hierna vermelde (vestigingseenheid van de) werkgever:

Naam:

Maatschappelijke zetel:

Ondernemingsnummer (KBO-nummer):

Nummer vestigingseenheid (indien van toepassing):

1. Het beheer en de uitvoering van één of meerdere aanvullend pensioenstelsels heeft toevertrouwd aan de hierboven vermelde pensioeninstelling;
2. Dit (deze) aanvullend(e) pensioenstelsel(s) ingericht word(t)(en) voor de arbeiders die ressorteren onder het Paritair Subcomité van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01), en dewelke in het pensioenplan worden omschreven als:

.....

(omschrijving van de categorieën van arbeiders)

3. Dit pensioenstelsel voldoet aan de voorwaarden van gelijkwaardigheid zoals bepaald in artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 betreffende de vaststelling van de voorwaarden voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

Opmerking: In geval de actuariële functie voor de gelijkwaardigheidstoets diende terug te vallen op artikel 4 §6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 betreffende de vaststelling van de voorwaarden voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, dan maakt hij/zij hier in een bijlage bij dit attest melding van en licht hij/zij daarin de gebruikte berekeningswijze toe.

Gedaan te Op
Handtekening:

Terug te sturen per aangetekend schrijven, samen met de verklaring van de (vestigingseenheid van de) werkgever, aan het Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen voor de Textielnijverheid Poortakkerstraat 100, 9051 Gent (Sint-Denijs-Westrem)

De datum van de poststempel geldt als bewijs